

REPRESENTATIONS DE LA JUSTICE ET DÉMOCRATIE À MEXICO EN TEMPS DE CRISE

Juana Juárez Romero
Manuel González Navarro
**Universidad Autónoma Metropolitana,
Iztapalapa
Mexico.**

Les résultats d'une enquête qui a débutée en 1988 à Mexico dans un contexte de grande effervescence politique sont ici présentés. On y analyse différentes opinions des habitants de Mexico sur diverses questions d'intérêt public. Celles-ci révèlent la présence d'un système de pensée à partir de deux groupes d'opinions: les unes associées à la notion de justice, les autres à celle de la démocratie dans notre pays.

Bien que les opinions soient souvent interprétées comme des expressions indépendantes et isolées sur diverses questions sociales, elles semblent cependant s'organiser à partir de fondements plus profonds où sont formées les perceptions que les citoyens développent de la dynamique sociale qu'ils vivent. Ainsi, la recherche vise à montrer que le lien entre les divers points de vue est basé sur un système de pensée sociale.

Les différents points de vue qui sont étudiés sont le produit d'un questionnaire de type Likert qui a été soumis à 14 reprises aux habitants de Mexico, dans ses 16 municipalités. A chaque fois, entre 600 et 950 citoyens ont été interrogés. La cohérence des opinions autour des notions de justice et de démocratie, reflète la force des perceptions élaborées. Mais cela reflète également une capacité analytique et critique chez les citoyens, ce qui permet de

soutenir l'idée qu'il y existe un fonctionnement ancré dans un système plus large, c'est-à-dire celui d'une pensée sociale.

Présentation

Une des caractéristiques des sociétés actuelles est la transformation continue dans l'environnement social et, par conséquent, dans les valeurs des citoyens et leurs opinions. Les changements aux niveaux économique, technologique et industriel, renforcés par le processus de mondialisation ainsi que par les catastrophes naturelles de ces dernières années en raison du changement climatique, révèlent un état de crise dans de nombreux domaines de la société contemporaine.

Ces aspects sont toutefois les aspects visibles d'un mouvement plus large, qui se produit dans la sphère des idées, des pensées, des croyances et des valeurs à partir desquelles celles-ci expliquent et expriment les comportements des groupes.

En effet, si les changements technologiques et les catastrophes naturelles sont les aspects les plus évidents du changement que vivent nos sociétés ces dernières années, il est également vrai, et beaucoup moins évident et moins étudié ce qui se passe dans le domaine de la pensée sociale: les idées, les croyances, les explications et les attentes créées par le public face à de tels changements. À quel point un cadre globalisant et changeant influe-t-il sur notre perception de la réalité quotidienne? Comment ces changements agissent-ils sur les opinions et les perceptions du public, autour de thèmes tels que la justice et la

démocratie? Existent-ils des événements capables de perturber, déranger ou transformer une opinion? Quel genre d'évènements?

Dans le cas du Mexique, il est non seulement nécessaire de considérer le contexte de la mondialisation, mais aussi la dynamique résultant de la vie économique, politique et sociale que connaît le pays, l'aggravation des conditions de crise économique qui s'expriment dans des questions telles que le niveau élevé du chômage enregistré ces dernières années, la détérioration des conditions de vie de ses habitants¹, et le niveau atteint par la pauvreté (tableau 1). Ces conditions se traduisent par une détérioration de l'atmosphère sociale et des relations de la société.

Tableau 1. Indicateur de pauvreté et de chômage au Mexique. Années 2009-2010.

ANNÉE	INDICATEUR	%	SOURCE
2009	Indice de pauvreté	Entre 52 et 55	CEPAL
2010	Taux de chômage	5.33*	INEGI

*équivalent à 2.5 millions de personnes au chômage.

Sources: CEPAL. Commission Economique pour l'Amérique Latine.

INEGI. Institut National de Statistique et Géographie.

Ainsi, les perceptions liées à la notion de justice et de démocratie au Mexique nous obligent à évaluer les facteurs socioculturels, et à reconnaître les conditions de l'aggravation de la crise face à laquelle les citoyens élaborent et expriment leurs points de vue.

¹ Le taux de chômage officiel enregistré au début de l'année 2010, a fait paraître que 2,5 millions de personnes n'ont pas pu obtenir un emploi. En effet, le chômage a atteint 5.33% au Mexique au premier trimestre 2010, devenant le taux le plus haut des quinze dernières années. Recensement de la Population et du Logement de l'Institut National de Statistique et de Géographie (INEGI), 2009-2010.

1. Les significations de la crise et la citoyenneté

Pour élaborer une définition de la crise, nous avons décidé d'examiner le modèle fonctionnaliste et le modèle génétique d'influence qui en psychologie sociale nous donne des points de références essentiels (Moscovici et Ricateau, 1975 et Moscovici, 1981). La crise a été caractérisée par l'école fonctionnaliste d'influence sociale comme un synonyme de chaos et de désordre ; de telles significations ont longtemps permis qu'elle soit considérée indésirable, perçue comme un facteur de déclin, comme une condition d'incertitude (Mugny et Pérez, 1991). De sorte que l'on a toujours cherché à résoudre les crises le plus rapidement et facilement possible dans le seul but de restituer l'ordre établi, à savoir le maintien du statu quo des circonstances telles qu'étaient avant elle.

Ce premier sens associé à la crise, compte tenu de l'appréciation négative de laquelle il est l'objet, a un impact direct sur la façon d'interpréter le conflit et la déviation, elle aussi négative. Aussi, toute tension, tout conflit est indésirable, stigmatisé et censuré. La crise est alors en général associée à des facteurs d'ordre individuel (à un comportement éloigné de la norme), et n'est guère considérée comme un élément indispensable à l'évolution des groupes, à la dynamique des sociétés et du monde globalisé. La conséquence de cet ordre des choses est que dans nos sociétés, les crises soient généralement interprétées comme des facteurs de régression, de conflits, de désordre. Dans ce contexte, deux aspects du citoyen

apparaissent: celle du penseur et celle de l'acteur (Rouquette, 1988; 1994; 2002)². L'image d'un citoyen respectueux des lois, qui s'adapte aux règles établies par les institutions.

Ce sens a été remis en question par la perspective génétique de l'influence sociale, où la crise a pris un sens plus positif, interprétée comme une opportunité de changement, comme une conjoncture et un espace de transformation et d'évolution. Cette nouvelle conception a forgé une signification différenciée de la situation et des acteurs, et a contraint à concevoir une situation de crise comme un espace où la transformation est possible, où l'amélioration de la situation, la modification volontaire des valeurs, des idéaux sociaux, visent à l'évolution même des groupes sociaux qui composent une communauté.

Du point de vue génétique, s'ouvre alors une évaluation positive qui facilite une compréhension alternative du conflit et de la déviance. Les crises prennent un autre sens, elles créent la possibilité d'améliorer les normes sociales et de promouvoir une meilleure condition sociale des groupes en fonction de leur échange et de leur communication. Dans

² Rouquette (1988, 1994, 2002), identifie dans le domaine politique et une logique particulière à partir de laquelle il est possible de concevoir le citoyen : depuis la façon dont chacun pense le citoyen ; à partir de la manière dont les citoyens pensent leur réalité, et la manière d'agir du citoyen. Cela se traduit par trois facettes du citoyen: citoyen penseur, citoyen pensé et citoyen acteur. Le premier est celui «qui se représente l'Etat, la société, l'économie, la famille, la justice, les autres, sur la base de la différenciation entre les groupes et une mémoire partagée." (Rouquette, 2002:8). La prise de position de ce citoyen est le produit de la socialisation, de ses traditions, du cumul de significations qui constituent un héritage central dans la définition de sa pensée. Le citoyen pensé rend compte de la manière dont il est pensé par les institutions. C'est «celui que le pouvoir définit normativement comme un " bon " ou un " mauvais" penseur (et naturellement, comme un bon ou mauvais acteur). (Rouquette, 2002:8). Ce type de citoyen est celui auquel se réfère le droit, les règlements, les institutions et la publicité. Contrairement au citoyen penseur -qui est défini sur la base des variations interindividuelles et d'une mémoire partagée, ce type de citoyen se trouve bien typifié. Quant au citoyen acteur, il fait référence aux comportements du citoyen, il est celui qui observe les conduites dans l'espace public en relation à la dynamique collective: il vote, milite, s'organise, signe des pétitions, participe aux manifestations, etc. (Rouquette, 2002:8). Ses comportements sont fortement ritualisés dans le sens où ils sont acceptés, et dans une certaine mesure contrôlables par la société qui lui a légués des scripts historiquement définis.

un tel cadre, les crises sont le produit des processus sociaux de la collectivité où les crises individuelles ne sont qu'un phénomène qui résulte de celles-ci.

Une des conséquences de ce qui a été dit ci-dessus, s'esquisse en octroyant une capacité de négociation dans les groupes par le renouvellement des normes et l'épanouissement des conventions sociales où chacun d'eux participent quotidiennement à la transformation de la réalité dans laquelle ils vivent et dans les relations qui soutiennent ces normes et ces valeurs communes. Par conséquent, force est de reconnaître la capacité de réflexion des citoyens, ce qui entraîne la composition de leurs deux facettes: celle du penseur et celle de l'acteur.

Il est indéniable que les conditions de crise impliquent, dans un premier temps, d'apaiser une situation de relative incertitude et de confusion. Les tensions sociales et l'émergence des nouveaux problèmes sociaux qui apparaissent, donnent accès à de nouvelles perspectives, dont certaines sont plus remplies d'émotions et de réactions que de propositions pour réorganiser et présenter une nouvelle réglementation. D'autres cherchent davantage à normaliser à partir d'un renouvellement des normes et des valeurs considérées comme caduques. Du point de vue génétique, la crise signifie, selon Bartlett, la possibilité de créer de nouvelles conventions.

Les crises sont donc des points de rupture des normes et valeurs sociales. Bien que dans un premier temps elles peuvent être prises comme l'opportunité de chercher à réparer l'ordre social perdu et de tenter de le sauver à tout prix, une fois ces moments mis à distance, ils deviennent des conditions créant la possibilité de transformer, de changer un état de choses qui s'est détérioré. Néanmoins, il arrive aussi que durant les périodes de changement et

malgré les protestations, il ne survienne pas d'évolution importante, ni dans le domaine des idées que l'on cherche à transformer, ni dans la dynamique sociale.

Ainsi, la crise est un espace socio temporel de reconstruction des relations sociales, de réorganisation de la réglementation et de la hiérarchie des valeurs sociales. Une conjoncture qui ouvre une condition initiale de reconnaissance du déséquilibre social existant, qui prévoit un nouveau statut dans les relations sociales à différents niveaux et entre les différents groupes et secteurs sociaux, permettrait de ce fait la transformation de ces relations d'asymétrie au moyen d'autres formes de coexistence. Dans une perspective humaniste, grâce à des relations sociales plus symétriques. Toutefois, les possibilités de changement ou de maintien de l'ordre social présent, sont profondément ancrées dans la pensée sociale.

De sorte que la force des idées qui donnent un sens historique et idéologique aux comportements, aux perceptions des problèmes et à l'opinion publique, trouve ses bases dans la pensée sociale, laquelle a été construite socio historiquement par la société (Juárez, 2010). Les conditions de crise, qui sont des espaces, des conjonctures capables de questionner et de mobiliser les idées, les valeurs, les opinions, rendent possible avec ceux-ci la normalisation, le renouvellement ou la transformation de la société contemporaine. Les interprétations de la crise fournissent de manière sous-jacente une image de la société et du citoyen, lequel transite entre le citoyen pensé, le penseur et l'acteur.

2. La pensée sociale : ses caractéristiques

Bien que la pensée sociale n'ait pas bénéficié d'un statut notable, elle a fourni la matière primordiale dans le développement des explications et des comportements individuels et collectifs. C'est avec la pensée rationnelle, une façon d'aborder, de comprendre et d'agir sur la réalité sociale. Toutefois, dans les sociétés modernes, il a toujours existé une tendance privilégiant la pensée rationnelle par-dessus la pensée dite «naturelle», comme s'il s'agissait de voies radicalement opposées, alors qu'est de plus en plus admise une conception selon laquelle ces types de pensée sont complémentaires. (Rouquette 1973; Guimelli, 1999).

Cela dit, face au modèle de citoyenneté de Roquette (1988, 1994, 2002), ces modèles de pensée privilégieront un des aspects qui y sont définis. Ainsi, à partir de la logique rationnelle, on assume que le citoyen est un citoyen pensé et acteur. On considère le citoyen pensé comme un citoyen ayant un certain degré et type de compétences, et à partir de cette conception, des droits et des obligations lui sont accordés au sein d'un système politique et social. Aussitôt cette définition formée, le citoyen acteur vient ratifier par ses actions un tel ensemble de droits et d'obligations ; c'est ainsi qu'est identifié un citoyen qui a part à un système «normalisateur». En revanche, le modèle génétique rend compte d'un différent type de citoyenneté, qui correspond aux facettes du citoyen penseur et acteur. Selon ce modèle, c'est sur le citoyen penseur que repose la possibilité de changement ; il se réfère au citoyen ayant la capacité de réfléchir, d'être en désaccord, de critiquer et proposer où peut s'établir la possibilité de questionnement, d'organisation et de mobilisation de la société. Sur ce modèle, les actions de ce citoyen acteur auront donc pour objectif de transformer.

En outre, de telles logiques, la rationnelle comme la naturelle, sont l'expression de formes idéologiques plus vastes, elles font partie d'un système prédominant. Les produits dérivés desdites logiques prennent la forme de croyances, d'attributions et de valeurs qui sont généralement étudiées de façon indépendante, en omettant qu'elles font partie d'un système. Il s'agit donc de logiques articulées, bien que généralement, au sein même de la psychologie sociale, il ait pendant longtemps été préconisé de les segmenter, de les visualiser et de les expliquer comme si elles fonctionnaient de manière indépendante les unes des autres³.

À ce stade, il nous faut rappeler qu'une idéologie fait qu'"un ensemble de croyances, d'attitudes et de représentations soient possibles et compatibles en même temps à l'intérieur d'une population" (Rouquette, 2009). Cela signifie que nous devons relever un certain niveau d'articulation entre des opinions qui sont apparemment différentes. Or, d'après l'auteur, on peut s'attendre à ce que des gens qui se définissent en principe contre la peine de mort, émettent généralement une opinion favorable envers l'avortement. Une situation contraire, à savoir l'opposition à l'avortement, est également possible et valable, ce qui montre que l'on est confronté à une idéologie, que l'on se trouve face à un système

³ Le paragraphe suivant donne un compte rendu des réalisations de la théorie de la RS dans le dernier quart de siècle ; cependant, il rend également compte des progrès dans la compréhension d'une caractéristique de la pensée sociale, celle qui traite d'une structure ordonnée."... Un succès important et même essentiel dans la période récente, est la démonstration qu'il existe une organisation structurée de la pensée sociale. On peut alors passer, même légèrement, de la simple description d'une étude de cas (qui n'est pas cumulative) à des éléments de modélisation générale. La pensée sociale n'est pas le résultat d'une série d'erreurs, de préférences viciées par le préjugé ou par des affections désordonnées, il s'agit davantage d'une pensée motivée -en particulier par les appartenances sociales relatives aux protagonistes, et qui expriment des régularités et des déterminations structurelles («lois»). (Rouquette, 2009)

prédominant qui n'est pas nécessairement régi par une logique rationnelle. Il s'ensuit que ledit lien entre les opinions peut être complémentaire ou opposé. Ce qui unit de telles positions, aux dires du même auteur, est un degré de détermination, un conditionnement qui est défini comme idéologique. Détermination idéologique qui fait partie d'une forme sociale et culturelle, ajoutons-nous, d'organisation du monde et de ses relations. Une telle détermination favorise, en son sein même, le développement d'une facette du citoyen: le citoyen pensé et acteur, lequel, face à des conditions de crise, de changement et de conjoncture, peut se transformer en un citoyen penseur et acteur.

En effet, les histoires des groupes sociaux, des sociétés, ont tendance à raconter une histoire expliquant d'où l'on vient, définissant ainsi les idéaux, les buts, les aspirations, les possibilités de développement de ceux qui la composent. Cela signifie que les sociétés sont des constructions d'ordre socio-historique où les événements sont ce qui façonnent leur développement, et plus précisément les interprétations qu'elles se font d'elles celles qui donnent à une société un passé plus ou moins démocratique, tant de son origine comme de son présent et son avenir ; de même elles développent et conçoivent un type ou des types de citoyenneté⁴. Ce sont alors les institutions et les groupes sociaux qui ont la responsabilité de répandre et de transmettre des formes cognitives sous la forme de croyances, d'idées, d'aspirations et de tendances sociales fortement appréciées pour chaque groupe, et qui façonnent la pensée sociale des groupes partageant une histoire, qui créent une attente et un

⁴ Ainsi, un faible taux de participation aux élections est interprété presque exclusivement comme le produit d'une citoyenneté faible et plus encore comme la preuve d'une culture civique pauvre (Segovia 2002).

type de citoyenneté⁵. De façon que les opinions nous livrent quelques indices concernant la pensée sociale propre à chaque société.

3. Les opinions: une réalité de consensus

Cela dit, il nous faut rappeler que les opinions sont une dimension dans l'architecture de la pensée sociale (Flament et Rouquette, 2003). Cela signifie qu'elles sont plus que l'expression éphémère d'une idée; ce sont au contraire des références qui appartiennent à de plus vastes dimensions, plus fortement articulées et mis en place au sein de cette architecture. Les opinions sont aussi l'expression de formes de pensée plus solides comme les croyances, les idéologies. Elles peuvent par conséquent rendre compte et démontrer, vis-à-vis de certains types d'objets, un fort et haut degré de consensus entre les groupes.

Expression de la pensée sociale, les opinions sont également un résultat et définissent l'appartenance d'un citoyen ou d'un groupe de citoyens, à un groupe ou des groupes sociaux. Dans cette mesure, les opinions se révèlent être pertinentes face à un état de choses, dans un contexte particulier partagé. L'opinion est l'expression d'un groupe spécifique par rapport à un objet ou des objets sociaux donnés. Une opinion ou un ensemble d'opinions constitue donc la position d'un groupe sur une question débattue par la

⁵ La pensée sociale est, telle que la décrit Rouquette (1998: 2006: 2009), le résultat socio-historique du lien entre la sociabilité et la cognition, processus qui se produit à travers la communication. La cognition se nourrit à travers la communication, par conséquent, cette cognition se trouve ancrée au système culturel, de valeurs et de croyances des groupes d'appartenance des citoyens. C'est à partir de cette triade que la psychologie sociale étudie et explique les processus sociaux, et c'est de là que nous construisons une vision de la justice et la démocratie au Mexique.

société. Les points de vue rendent alors compte d'un système de valeurs, de croyances et de perceptions partagées par des groupes autour d'un ordre social particulier, elles reflètent la position d'un groupe par rapport à un objet spécifique. (Rateau, 1999). Elles permettent également d'identifier les types de citoyens qui entrent en jeu: pensé, penseur ou acteur.

Cependant, les opinions ont tendance à être fragiles et dévalorisées même quand elles nous permettent d'identifier rapidement les consensus et désaccords qui apparaissent devant diverses polémiques qui traversent actuellement la société mexicaine, tel que le droit à l'avortement, le mariage des homosexuels, la fermeture définitive d'une entreprise d'État ou encore de la violence résultant de la lutte effectuée par l'État contre le trafic de drogue.

Ainsi, les opinions devant des scénarios tels que ceux décrits ci-dessus, permettent d'identifier l'acceptation ou le rejet de chacune de ces questions. De plus, dans la mesure où elles sont très partagées, elles donnent une perception de la réalité de fort consensus de la population, réalisant de ce fait une réalité collective. Les opinions exprimées et identifiées de la sorte, constituent, somme toute, des évaluations de la réalité vécue par les citoyens, et des dynamiques sociales qui les entourent. Ces opinions font partie de systèmes articulés par des tendances de pensées que les domaines de la religion, de la politique et de la société commandent.

Dans l'étude que nous avons réalisée, nous privilégions les opinions provenant essentiellement de la pensée sociale développée dans la société, en particulier dans les groupes auxquels appartiennent les citoyens interrogés, ainsi que les informations et les tendances sociales que les médias véhiculent. D'après ce modèle, de telles opinions,

perceptions et estimations prennent une dimension qui se caractérise par la fonctionnalité des avis conçus. Bartlett a déjà indiqué que les comportements sociaux sont le produit des tendances sociales, des valeurs et des croyances des groupes (Bartlett, 1995).

Dans ce contexte, nous présentons les résultats d'une étude dont les objectifs sont d'observer la variation à laquelle sont soumis un ensemble d'opinions sur la justice et la démocratie dans l'espace de 21 ans. Pendant certaines années de crise, de telles opinions ont-elles diversifié les conditions changeantes? Quel genre de citoyenneté ébauchent-elles?

Méthode

L'enquête a été réalisée en combinant initialement des outils d'ordre qualitatifs tels que des entretiens semi dirigés aux citoyens, et d'ordre quantitatifs comme l'élaboration d'un questionnaire structuré. Pour élaborer ce dernier, nous nous sommes de plus employés à l'examen et à l'analyse de la presse écrite de laquelle on été obtenues diverses informations lui appartenant.

Instrument

Un premier questionnaire a été construit avec 90 réactifs lesquels traduisaient les opinions et les idées sur divers sujets de la société mexicaine, issus des entretiens et de l'analyse de la presse périodique. Il s'agit d'un questionnaire fermé, avec des affirmations basées sur le modèle de type Likert, avec quatre options de réponses, afin de forcer la personne

interrogée à se déterminer parmi les options présentées. Bien que l'instrument ait subi de légères variations au cours de 21 ans, il a conservé sa structure originelle.

Population

Les habitants interrogés dans chaque cas sont des citoyens des 16 communes du district fédéral, identifiés comme résidents dans chacune d'elles. **L'échantillon a été préparé d'après des quotes-parts des délégations, pris sur un échantillon total et significatif de la population enregistrée de la ville de Mexico, avec un niveau de confiance de + / -5%.** Ainsi, la moyenne minimale d'application pour chacune des années enregistrées, a été de **740 600 à 950**, selon les conditions sociales. Cela signifie qu'en diverses occasions, on en a parfois appliqué jusqu'à 950, dans le but d'égaliser les quotes-parts par délégation et de les équilibrer selon **l'âge et le sexe.**

Procédure

L'application de l'instrument a eu lieu dans des parcs, jardins et espaces publics à proximité des bâtiments officiels de chacune des délégations, sur des citoyens volontaires résidant dans chacune d'entre elles. Selon les quotes-parts alloués à chaque délégation, la participation des citoyens a été sollicitée de façon confidentielle. Une carte avec les options de réponse lui a été soumise et les déclarations contenues dans l'instrument lui ont été lues. Dans tous les cas, on a demandé au terme de l'application s'il avait des commentaires sur la situation sociale existant dans sa localité et concernant le pays.

Résultats

Des analyses ont été développées en fonction des pourcentages dans le but d'établir une comparaison facilement reconnaissable entre chacune des années au cours desquelles l'instrument a été appliqué. Cela permet d'aborder la séquence de l'opinion publique en un seul coup d'œil, tout en prenant rapidement le pouls des tendances sur les différents objectifs sociaux étudiés ces dernières années.

Dans le but de présenter des objets plus agrégés, seuls six réactifs ont été sélectionnés afin d'être analysés au travers de deux grands concepts. Ils représentent, selon nous, les aspects capitaux de la réflexion sur la situation sociopolitique qui existe au Mexique. De sorte que sont analysés les concepts de justice et démocratie qui se créent au cours de la période 1988 -2009.

Le premier groupe, qui se compose de trois réactifs sondant le système de justice au Mexique, sont les suivants:

- a. La peine de mort est la seule manière d'éradiquer le crime.
- b. Les lois, au Mexique, sont toujours violées.
- c. Les choses commencent à changer car il y a moins de corruption.

Le deuxième groupe se compose des trois réactifs suivants qui nous guident sur la démocratie au Mexique:

- a. Le principal problème de notre pays est le manque de démocratie.

- b. Le pays est comme il est à cause de l'apathie des Mexicains.
- c. Tous les politiciens sont corrompus.

La justice au Mexique

Le thème de la justice est une question centrale dans les relations sociales, mais surtout dans les relations entre les citoyens et les autorités. Les moyens de résolution des citoyens face à ces éléments, semblent passer par l'évaluation des institutions, et en même temps, par l'image de soi du citoyen.

Un des principaux problèmes de la société mexicaine est la violence résultant des conditions de crise économique, violence accrue par la force qu'a pris le trafic de drogue. Dans ce contexte, nous présentons avec le graphique 1, les avis sur la peine de mort comme moyen d'éradiquer la criminalité. Cette solution a été un thème controversé. La majorité de la population se déclarent contre, mais les résultats montrent un grand débat au cours des années⁶.

Dans le graphique 1, on observe les résultats liés à la réaction sur la peine de mort selon son niveau d'acceptation par les citoyens. Les chiffres tournent autour de 40%, mais ne dépassent jamais 50% d'acceptation. Le plus faible pourcentage se situe en 1994, précédé

⁶ Nul doute que la hausse des séquestrations constitue un des sujets qui a touché les fibres sensibles des citoyens. Dans ce contexte, a commencé au Mexique une polémique acharnée à partir de la proposition faite par certains groupes afin de promouvoir la peine de mort pour les ravisseurs. Cette polémique a été reprise par le Parti Vert Ecologiste du Mexique (PVEM), ainsi que par divers groupes religieux. Cette question a divisé les opinions dans les médias ainsi qu'au Congrès.

par une réduction progressive au cours des années antérieures. Postérieurement, il augmente et se maintient autour de 47%.

En réactif, c'est ainsi que l'on reconnaît l'une des questions essentielles de la dynamique sociale: celle de la criminalité, c'est-à-dire la présence d'un facteur menaçant la sécurité du citoyen, de ses biens, ainsi qu'une évaluation de la capacité de l'État à assister et à résoudre ce problème. Les solutions préconisées par les institutions, et débattues par la société, sont diverses et parfois très controversées ; la peine capitale semble cependant faire la synthèse d'une façon particulière de l'opinion autour de laquelle débattent les habitants de Mexico, à la recherche d'une solution. Les résultats, qui montrent une activité d'analyse et de réflexion malgré la force des différentes campagnes qui ont cherché la légitimité et l'acceptation au travers de dirigeants et des médias, permettent d'identifier un citoyen penseur.

Un autre aspect que reprennent les citoyens pour rendre compte de l'ordre social, et qui pourrait sans doute contribuer à la formation de la notion de justice, est celui qui se réfère au respect des lois mexicaines (graphique 2). La plupart des points de vue des citoyens estiment que les lois sont de peu d'utilité dans la vie quotidienne.

Dans le graphique 2, on observe que les opinions sur les lois du Mexique comme étant toujours violées, conservent une moyenne générale d'acceptation de 80% par la population interrogée. Bien qu'il soit également possible d'observer qu'il y a une variation dans les années 1994 et 2002, une diminution du pourcentage de personnes exprimant leur accord avec celle-ci. Somme toute, il y a une grande cohérence sur cette opinion au cours des 21 années que couvre la période étudiée.

L'opinion sur les lois et la violation de laquelle elles sont l'objet, contient un examen vis-à-vis des institutions en général, même quand il est déposé, comme dans ce cas, sur les institutions chargées de rendre et de préserver la justice. Ce résultat met en évidence l'aspect d'un citoyen penseur qui a une position négative ainsi qu'une critique de la façon dont fonctionnent les institutions au Mexique. De la sorte, le citoyen estime qu'il y a une grande vulnérabilité des lois au Mexique, et par conséquent une condition d'impuissance du citoyen et des membres de sa famille.

Une question inhérente à la violation des lois est celle de la corruption (Graphique 3) qui implique moralement les citoyens comme les autorités elles-mêmes. Ce réactif se révèle controversé par les variations qu'il obtient ont au cours de la période d'étude. L'idée selon laquelle s'opère une diminution de la corruption, est rejetée par la plupart des personnes interrogées. La figure 3 indique une énorme fluctuation et montre combien ce sujet est controversé et sensible.

Dans le graphique 3, nous distinguons qu'hormis l'année 1988, lorsque le changement politique et social semblait plus proche que jamais, seul 45% de la population s'accordait à dire que la corruption paraissait diminuer. Cette opinion chute de manière constante dans son niveau d'acceptation, qui varie de 45 à moins de 20% entre 1997 et 2009, conservant un niveau d'acceptation entre 20 et 15% ces dernières années. L'opinion selon laquelle la corruption est un aspect reconnu par la citoyenneté comme inhérente à la société mexicaine, a l'air de se consolider. Ce résultat rend compte de la capacité du citoyen à se représenter l'Etat et ses institutions, d'évaluer leurs actions ; il présente un citoyen penseur.

Compte tenu de ces résultats, nous avons procédé à leur regroupement afin d'observer plus clairement leurs similitudes et leurs différences, en recherchant les aspects qui les articulent.

Dans le graphique 4, nous observons les points préalablement examinés de manière individuelle. Nous pouvons ainsi identifier de haut en bas, que le plus haut degré d'acceptation, l'opinion qui semble incontestable et qui bénéficie d'un fort consensus parmi les personnes interrogées est celle qui soutient que les lois du Mexique sont toujours violées. Celle-ci, telle qu'elle figure dans ce graphique, connaît le plus haut niveau d'accord (80%). Elle est suivie, selon son niveau général d'acceptation, par la peine de mort comme la seule façon d'éradiquer la criminalité. Cette donnée illustre la controverse dont fait l'objet cette proposition, et la consistance qu'elle acquiert ces dernières années (dans une fourchette comprise entre 28,6 et 47,7%). Somme toute, l'opinion selon laquelle les choses changent grâce à une diminution de la corruption bénéficie de peu d'accord. Le rejet de cette déclaration reflète que la population interrogée reconnaît la corruption comme un problème, peut-être le plus grave, et qui peut articuler et expliquer la forme qu'acquière les deux opinions précédentes.

Ce graphique désigne l'année 1994 comme le point de rupture, la conjoncture face à laquelle les opinions des personnes interrogées changent sur les trois points énumérés. Toutefois, le niveau de consistance les années restantes est de même observable. Ainsi, malgré les divers événements, les impacts de la mondialisation au Mexique, les points de vue sur la justice ne connaissent pas de grandes variations. Au

contraire, ils connaissent une forte constance.

Dans ce graphique, on peut en effet observer le pouls de l'opinion sur la justice au Mexique. Ainsi, la cohérence entre ces opinions rend compte d'un questionnement de l'ordre des choses vécues au quotidien par les habitants de Mexico qui partagent les opinions présentées. En découle la présence d'un penseur citoyen.

La démocratie au Mexique

La possibilité d'un développement socio-économique passe nécessairement par une consolidation de la démocratie dans le pays. Cette idée, présente dans les discours politiques qui sont repris par différents signes et tendances politiques, et qui est propagée par les médias, semble n'avoir aucune controverse à ce niveau. Cependant, les opinions des citoyens semblaient démontrer l'existence d'un différend sourd à son égard.

Dans le graphique 5, il semble que les politiciens aient peu à peu affaibli leur prestige auprès de la population. Bien que la fonction publique ait toujours été critiquée par les citoyens, dans ce cas, la représentation, la gestion ainsi que le rôle joué par les représentants dans l'élaboration des lois visant à résoudre les problèmes sociaux, est de plus en plus critique. Cette opinions a deux conséquences: d'abord celle de déterminer les responsabilités ; deuxièmement, celle de questionner l'autorité.

Dans le graphique 5, on observe que si en 1988, 59,4% accepte l'affirmation que tous les politiciens sont corrompus, en 2009, 78% de la population se déclare absolument d'accord

avec cette idée. Un changement ou une diminution significative est observée en 1994 (46,9%), toutefois, la tendance à la hausse est une constante de toute cette période. En 1988, plusieurs changements amorcés par les citoyens et les diverses organisations sociales et citoyennes dans le domaine de la politique, sont entrepris au Mexique, fait qui peut expliquer la variation observée, laquelle n'empêche cependant pas de reconnaître l'appréciation négative qui est faite des politiciens. Il est alors possible d'identifier la facette du citoyen penseur.

Ceci étant dit, un élément essentiel dans l'élaboration de la démocratie ne sont pas seulement les autorités et les institutions, mais l'ensemble des citoyens. Dans le graphique 6, nous observons la manière dont s'identifie le rôle joué par les Mexicains dans ladite construction. L'affirmation présentée a eu comme contexte de chaque mise en pratique, la situation changeante traversée par le pays. Cette opinion reflète la perception qu'assument les Mexicains de la responsabilité face aux conditions vécues par l'ensemble du pays.

Dans le graphique 6, on observe de la déclaration énoncée: que le pays est comme il est à cause de l'apathie des Mexicains, que l'acceptation est de 68,6% en 1988 et de 62,4 en 2009. C'est-à-dire qu'elle jouit de plus de 50% d'acceptation de la part de la population interrogée et d'une grande cohérence. Seule l'année 1994 observe une polarisation de cette question.

Ainsi, le consensus autour de cette déclaration semble traduire le manque d'engagement du Mexicain ; cependant, il explique aussi la rupture avec un modèle dans lequel l'individu incriminait uniquement l'État, le gouvernement et les autorités au sujet du maintien de

l'ordre et du bien-être de la société. Sa constance dévoile un mouvement d'autocritique et reflète un citoyen penseur. De même, il démontre que la diversité des conditions que le pays a connues n'a pas influencé cette opinion de façon significative.

Le graphique 7 illustre que, selon les jugements exprimés par les personnes interrogées au long de ces 21 ans, la démocratie dépend de l'État. L'opinion sur le niveau atteint par la démocratie dans notre société, constate du niveau de développement social et d'équité atteinte dans notre pays.

Dans le graphique 7, le niveau d'accord des opinions qui valident l'affirmation selon laquelle le principal problème de notre pays est le manque de démocratie, se maintient toujours entre 64,7% en 1988 et 60,7% en 2009. On enregistre une légère diminution en 1994 et 1997. La constance des opinions obtenues dans ce réactif, rend compte de l'importance de ce problème pour le pays. Malgré toute la propagande réalisée par différentes institutions sur le développement démocratique de notre pays, nous constatons ici, grâce au niveau d'accord avec l'énoncé, une remise en question de cette idée chez les personnes interrogées, et donc la facette du citoyen penseur. Il y a en outre une grande cohérence sur ce point de vue.

Une fois de plus, de même que nous avons procédé dans le cas de la dimension de la Justice, nous avons procédé au regroupement de ceux qui correspondent à la dimension de la démocratie, afin d'observer plus clairement leurs similitudes et leurs différences, à la recherche des aspects qui les articulent.

Dans le graphique 8, une plus grande variation que celle étudiée dans les sujets sur la justice est observable, même si des tendances claires sont également identifiables, de sorte que les variations entre la première année (1988) et la dernière (2009), sont faibles. On constate dans le graphique, que les pourcentages, conformément au groupe de sujets, ne présentent pas de grandes différences. Ainsi, en 1988, l'affirmation selon laquelle le pays est comme il est à cause de l'apathie des Mexicains, présente un accord de 68,6%, tandis que dans l'affirmation selon laquelle le principal problème de notre pays est le manque de démocratie, obtient 64,7% d'acceptation, et l'affirmation que tous les politiciens sont corrompus, indépendamment du parti politique auquel ils appartiennent, obtient 59,4% d'acceptation. D'autre part, le niveau d'acceptation dont bénéficient chacune de ces affirmations en 2009, est respectivement de 78%, 62,4% et 60,4%. Ce groupe d'opinions partage plus ou moins le même degré d'acceptation selon les affirmations de la population. Ils prennent, dans cette mesure, le pouls de la société.

D'une part, il est important de souligner la variabilité des opinions sur la démocratie au Mexique, lesquelles mettent en contraste la cohérence des tendances qu'elles expriment. La variabilité témoigne ici de la façon dont les conditions extérieures, les changements vécus à différents niveaux, ont modifié les opinions enregistrées. Toutefois, il est également possible d'observer que de telles variations n'engagent pas forcément des changements fondamentaux dans les positions prises par les opinions présentées: l'absence de démocratie dans le pays, laquelle cesse d'être une opinion et devient réalité.

Malgré les variations enregistrées dans ce groupe de sujets, il est évident que l'année 1994 constitue un point de rupture, un tournant décisif dans la société mexicaine, tournant

reconnaissable dans l'ensemble des opinions documentées à ce jour. Cette année-là, les opinions sur la justice et la démocratie enregistrent un déclin, une chute. Il existe d'autres variations, des changements lors d'autres années, de toutes les opinions étudiées ; toutefois, la coïncidence de la chute observée cette année-là, est frappante.

Conclusions

Ces dernières années, le monde a vécu divers changements à partir de l'innovation technologique et industrielle et de facteurs de nature commerciale qui ont perturbé les relations politiques entre pays, et qui affectent quotidiennement la vie des citoyens et des groupes.

Dans le cas du Mexique, depuis 1988, des changements notables ont été observés dans le comportement social et politique des citoyens. L'augmentation des contestations sociales a abouti à la création de nouvelles institutions qui servent des domaines tels que les droits de l'homme, les processus électoraux, la transparence des actions et l'utilisation des moyens de la fonction publique, entre autres. Ceci est le résultat de la revendication et de la pression de la part des citoyens à ouvrir de nouvelles voies d'expression et à promouvoir une plus grande et meilleure réglementation des pratiques sociales.

Ainsi, comme toile de fond de la période étudiée, s'est effectué un processus où s'est créée une structure permettant la formation de nouveaux droits et obligations des citoyens (Becerra, Salazar, et Woldemberg, 2000). Par conséquent, la perception de la crise par les citoyens, prend nécessairement du sens à travers la manière dont ils représentent la justice

et la démocratie. Axes à partir desquels, dans la mesure où ils constituent les aspirations centrales des citoyens, ont été mobilisés et rendus possibles l'ouverture des différents espaces de participation au cours des 21 dernières années.

De sorte que la stabilité qu'observent les systèmes de pensée à propos de la justice et de la démocratie dans les opinions enregistrées entre 1988 et 2009, connaissent un tournant en 1994. Cette année-là, les deux aspects qui ont sans aucun doute influencé ce moment critique, ont été: d'une part, la controverse sur la pertinence d'un accord commercial avec les États-Unis, lequel polarisait les idées entre la possibilité d'un progrès économique, et une condition de plus grande dépendance envers le commerce. Le deuxième aspect se réfère à la question de l'émergence de l'Armée Zapatiste de Libération Nationale (EZLN) ; avec son apparition, cette armée a mis au jour la profonde contradiction d'un système politique et social qui, comme réponse initiale, a criminalisé et dévalué l'émergence d'un groupe ancestralement marginalisé. En montrant comment les plus pauvres, ceux qui n'avaient pas grand-chose à perdre, questionnaient le pouvoir politique, la société entière a subi un grand choc (Rodriguez, 1997).

Ce choc d'images a ébranlé la société par ses opinions, et a mobilisé les systèmes sociaux de pensée contemporains, par le fait d'être interrogée sur ses valeurs, ses aspirations, dans son interprétation de la réalité et ses problèmes.

Au cours de la période d'étude, il y eu divers incidents d'ordre économique et politique qui ont apparemment déplacé les opinions ici étudiées ; il ne s'agit cependant de rien d'autre que d'un mouvement d'ordre social capable de mobiliser la réflexion de toute une

société. Un événement qui frappe dans la mesure où il fait référence aux origines du pays, à un groupe social ancestral qui ne trouve pas sa place dans la société moderne, bien que la plupart des différents groupes sociaux auxquels ils appartiennent partagent les mêmes origines.

Quant à la constance que maintiennent les deux groupes d'opinions au sujet de la justice et de la démocratie, leur congruence est évidente. Le lien qui les unit et qui fait partie d'un plus vaste système de pensée hérité de l'histoire, est lié à la dynamique et aux tendances de la société. Malgré les variations enregistrées dans chaque groupe d'opinions, on remarque leur stabilité au fil du temps ainsi que la pensée analytique et réflexive qui les soutient.

Les opinions, a-t-on déjà dit, expriment la position des groupes auxquels appartiennent les personnes. Le constat du système sociopolitique des Mexicains fait donc référence à la signification et au diagnostic qu'ils donnent de la situation que nous vivons. Aussi, la perception dominante ou majoritaire de la population est basée sur une critique ouverte et directe du rôle des institutions chargées d'assurer la justice, et de la mission des acteurs politiques (Ferreira, Sanders et manufacturer, 2006).

Cette aptitude critique, derrière les opinions étudiées, permet d'identifier la facette d'un citoyen penseur. Celui-ci, auquel on reconnaît la capacité de se représenter l'Etat, la famille, la justice et les institutions sur la base de la différenciation entre les groupes et d'une mémoire partagée. De sorte que les aspirations à la nécessité de construire une société plus démocratique, héritage du passé indépendantiste et révolutionnaire du Mexique, permettent de maintenir un idéal et de fournir la condition pour évaluer la situation actuelle. En

revanche, les institutions du pays ont pendant longtemps pensé que le citoyen était comme un être mineur. Par conséquent, des stratégies et des actions basées sur cette représentation ont été définies ; l'Etat s'est pris pendant longtemps pour un Etat Providence.

Bibliographie

- Arciga, S. (2004). (ed.) *Del pensamiento social a la participación*. México: Sociedad Mexicana de Psicología Social.
- Bartlett, F. C. (rééd. 1995). *Recordar*. Madrid, Alianza.
- Becerra, R., Salazar, P. y Woldemberg, J. (2000). *La Mecánica del cambio político en México*, México: Cal y Arena.
- Cárdenas, G. J. (1996) Partidos Políticos y Democracia. *Cuadernos de divulgación de la Cultura democrática*, no. 8. México: IFE
- Ferreira, L., Sanders, B. y Fourneir, L. (2006). "Niveles de confianza de partidos, personajes políticos y organismos electorales." En Ferreira, L. (coord.) *Ensayos de política y afectividad colectiva*, México: Diversa-SOMEPSO, 33-42.
- Flament, C. et Rouquette, M-L. (2003). *Anatomie des idées ordinaires*. Paris, Armand Collin.
- González-Casanova, P. (2002) *El estado y los partidos políticos en México*. Mexico: ERA.
- González- Navarro, M. y Juárez J. (2001). « Structuration de la pensée politique: éléments pour l'élaboration d'une modèle de recherche aux problèmes de société. » Bilibotèque Natinal de Québec, 487- 505.
- Guimelli, C. (1999). *La pensée sociale*. France, PUF.
- Juárez, J. (2010). "El orden social, expresión de la historia de una sociedad", en Alvarado, R., Leyva, G., y Pérez, S. (Eds) *¿Existe el orden? La norma, la ley y la transgresión*. España: Anthropos-UAM.
- Markova, I. (2001). *La démocratie comme thème de la psychologie sociale*. Bulletin de psychologie, 54, (6), 601-610.
- Moscovici, S. (1981). *Psicología de las minorías activas*. Madrid, Morata.
- Moscovici, S. y Ricateu P. (1975) "Conformidad, minoría e influencia social", en Moscovici, S. (Coord) *Introducción a la Psicología Social*. Barcelona: Planeta.
- Mugny, G y Pérez J. A (1991). "Minorías, identificación e influencia." En Moscovici, S., Mugny, G. y Pérez, J.A. *Influencia social inconsciente*, Barcelona: Anthropos, 83-106.
- Quiroz, A. (1999). *Las conductas políticas del mexicano*, México: BUAP.
- Reyes Lagunes, I y Ferreira, L. (1989). "Partidos de oposición, sindicatos y gobierno a través de redes semánticas". *Fundamentos y Crónicas de la Psicología Social Mexicana*, (3), 67-76.
- Rodriguez, O. (1997) "¿Por qué las representaciones sociales? Un acercamiento de la teoría al análisis del EZLN." En Uribe, F. (Coordinador) *Los referentes ocultos de la psicología política*. México: UAM-I.
- Rouquette, M.-L. (1973). La pensée sociale. En S. Moscovici (Ed), *Introduction à la psychologie sociale*, 298-327. Paris, Larousse.
- Rouquette, M-L. (1988). *La psychologie politique*. France, PUF.

- Rouquette, M-L. (1994). *Sur la connaissance des masses*. Grenoble, PUG.
- Rouquette, M-L. (2002). "Representación social y ciudadanía práctica." en F. Flores (Ed), *Senderos del pensamiento social*, 7-13. México, UNAM-Ediciones Coyoacán.
- Rouquette, M-L (2009) "Representaciones e ideología, una explicación psicosocial." *Polis*, vol. 5, no. 1. UAM-Iztapalapa
- Rouquette, M-L (2010) "La teoría de las representaciones sociales hoy: esperanzas e impases en el último cuarto de siglo (1985-2009)." *Polis*, vol. 6, núm. 1 UAM-Iztapalapa.